

DES DÉFIS VARIÉS

L'un des principaux défis est de faire comprendre aux gouvernements qu'Internet n'a pas seulement une utilité marchande. Valérie Barcelo de la coop Orange multimédia estime «que l'intervention des gouvernements est nécessaire afin de contrer cette pensée uniquement marchande». Au Québec, les TIC doivent aussi servir de fer de lance à un progrès social. L'enjeu du financement demeure important. Plusieurs projets ont reçu l'appui du RISQ. D'autres partenaires financiers s'associent à leur développement mais des efforts importants restent à faire du côté des fonds publics. Francine Pelletier de Communautique souhaiterait qu'une partie du Fonds de l'Autoroute de l'information soit réservée aux projets d'économie sociale et qu'un Fonds d'aide pour soutenir les projets d'économie sociale dans le domaine des TIC soit créé.

valoriser et promouvoir les pratiques et initiatives de ses acteurs ».

Au Québec, les défis sont semblables. Claire Lapointe, de *Capella technologies* constate: « Les équipements et une connexion adéquate demeurent des enjeux considérables pour l'intégration des TIC. Ce sont des facteurs incontournables à considérer car des personnes mal équipées seront frustrées, mal servies et n'y verront pas d'intérêts dû à la lenteur d'affichage. Mais la formation et la promotion m'apparaissent encore plus fondamentales pour intégrer les TIC. »

Insertech est une entreprise d'insertion qui récupère et recycle les ordinateurs.



«Il est important de faire un lien entre l'économie solidaire et sa stratégie d'utilisation des TIC», estime Joëlle Palmieri de l'APRESS, l'Association pour la promotion de l'économie sociale et solidaire en Europe et la coordonnatrice des *Pénélopes*. Le rôle de l'APRESS est de réaliser le lien entre les deux. L'APRESS a conçu un portail Internet (*mediasol.org*) dans lequel participent des acteurs majeurs de l'Internet citoyen et de la société civile, tel que *Le Monde diplomatique*. L'objectif de l'APRESS est de « développer des stratégies pour une très grande visibilité de l'économie sociale et solidaire,

Quelques sites Internet pour en savoir plus

CSMO économie sociale action communautaire : www.csmoesac.qc.ca
 RISQ, partenaire financier : www.risq.qc.ca
 Canal Orange - La Net-télé citoyenne : www.canalorange.tv
 Communautique : www.communautique.qc.ca
 Le réseau Cyber-rural : www.cyber-rural.org
 Rencontre de Buenos Aires : www.globalcn2001.org
 ECOF : www.ecof.qc.ca
 Cybersolidaires : www.cybersolidaires.org
 Capella Technologies : www.capella.org
 Mediasol, portail de l'économie solidaire : www.mediasol.org
 Les Pénélopes : www.penelopes.org
 Porto Alegre 2002 : www.forumsocialmundial.org.br

Ce cahier d'information de quatre pages traitant du développement de l'économie sociale au Québec est édité conjointement sous l'entière et seule responsabilité des trois organisations suivantes:



Le Chantier de l'économie sociale est une organisation autonome et permanente visant la promotion et le développement de l'économie sociale. Le Chantier est une corporation à but non lucratif regroupant les grands mouvements sociaux, les acteurs du développement local et les promoteurs d'entreprises d'économie sociale.



Le Réseau d'investissement social du Québec (RISQ) est un fonds de capital de risque à but non lucratif qui a pour mission de rendre accessible un financement adapté à la réalité des entreprises d'économie sociale. Il vise à soutenir l'essor des entreprises collectives par l'injection de capital de connivence servant de levier financier pour la réalisation de leurs projets.

Les bureaux de ces trois organisations sont situés à Montréal. On peut les contacter aux numéros de téléphone suivants:

Chantier: (514) 899-9916
 CSMO-ÉSAC: (514) 259-7714
 RISQ: (514) 281-2355

Ligne sans frais commune pour les trois organisations:
 1-888-251-3255

Production de ce cahier: Carine Guidicelli, Ludovic Hirtzmann, Louise LaFortune, Francine Pelletier et Jean Robitaille.

Graphisme: Composition Fleur de Lysée.

Ce cahier d'information est publié six fois par année et inséré à 100 000 exemplaires dans chaque édition du magazine *Recto Verso*. Les coûts d'achat de cet espace sont assumés par ces trois organisations et leurs commanditaires.



Le Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'économie sociale et de l'action communautaire (CSMO-ÉSAC), organisme à but non lucratif, vise à élaborer et à mettre en œuvre des stratégies de développement et de formation à l'intention de la main-d'œuvre et des entreprises et organismes du secteur, en favorisant et en consolidant la concertation et le partenariat. Le CSMO-ÉSAC est financé par Emploi-Québec.

FONDACTION
 CSN POUR LA COOPÉRATION
 ET L'EMPLOI

**La Caisse d'économie
 Desjardins des Travailleuses
 et Travailleurs (Québec)**